

Mardi 9 novembre 2010

Action Extérieure de l'Etat

**INTERVENTION DE JEAN-MICHEL BOUCHERON**  
Député d'Ille et Vilaine

Monsieur le Président,  
Monsieur le Ministre,  
Mes chers Collègues,

Je n'évoquerai pas ici les crédits de votre ministère, c'est dire ma volonté de vous être agréable.

Mais puisque c'est malheureusement la seule occasion de l'année qui est nous est offerte pour évoquer la politique étrangère de la France, je voudrais aborder ici deux sujets d'actualité dont il me semble urgent que nous redéfinissions les fondements.

Le premier est notre incompréhensible position vis-à-vis de la Turquie. Ce pays est le seul pays émergent de notre région du monde. C'est un partenaire commercial fondamental pour la France et l'Europe. Nous commerçons avec lui plus qu'avec le Japon ou la Russie, une fois et demie plus qu'avec l'Inde ou le Brésil.

C'est un débouché vital pour l'Union Européenne puisque c'est le seul de nos grands voisins en développement rapide et dont l'influence régionale est immense tant vers le Caucase que vers l'Asie Centrale.

La Turquie rêve encore d'entrer dans l'Europe. Pour ce faire elle réforme fondamentalement ses institutions, effort d'ailleurs salué par l'Union Européenne. Un récent référendum a enlevé son autonomie constitutionnelle à l'armée. Le Président sera élu au suffrage universel direct, le processus démocratique progresse malgré une reconnaissance encore insuffisante des droits des minorités. Un véritable modèle de pays musulman démocratique et moderne se construit sous nos yeux.

Le moteur de ce progrès est incontestablement la candidature à l'Union. S'il était adressé au peuple turc, que quels que soient leurs efforts, cette demande serait rejetée, ce message démobiliserait des militants de la démocratie au profit des intégristes de tout poil à l'affût d'une déception venue de l'Ouest.

Il y a un danger : l'attractivité de l'Europe en Turquie peut baisser si nous maltraitons ce grand pays. Un sentiment d'humiliation peut pousser l'opinion turque vers des horizons politiques dangereux.

Ceux qui rejettent la Turquie sous des prétextes aussi faux, aussi ridicules, du type « la Turquie n'est pas dans l'Europe », « la Turquie est trop grande », etc., et qui en fait, ne sont motivés que par une protection peureuse face à un monde musulman qu'ils craignent parce qu'ils ne le connaissent pas, ceux-là même devraient se poser la question de savoir s'ils préfèrent que la frontière entre l'Islam et l'Europe se situe aux confins de la Mer Caspienne ou à la frontière bulgare à un jour de voiture de Paris.

Et puis Monsieur le Ministre, n'imaginons pas un seul instant que la Turquie va attendre éternellement. L'Union Européenne a une croissance 1,5 % celle de la Turquie est de 10 %. Qui a le plus besoin de l'autre ? Déjà le flux migratoire c'est inversé, il y a plus d'Européens qui vont travailler en Turquie que de Turcs en Europe.

Ce pays souffre de clichés véhiculés par des démagogues ou des ignorants. Il y a à Istanbul une grande université francophone, l'Université de Galatasarai qui forme plusieurs milliers d'étudiants par an. Il y a là une élite qui aime la France et qui souffre de cette situation injuste qui est faite à leur pays. Cessons de les décevoir !

[ ... ]